

## CE MONDE QUI BOUGE

Le «printemps arabe»,  
cinq ans après

«Ben Ali dégage», c'était il y a cinq ans. Un 14 janvier 2011. Un mois plus tard, le 11 février, ce fut le tour de Hosni Moubarak. Deux jours après, le 13 février, une attaque suicide contre une caserne à Benghazi donnait le signal d'une insurrection armée en Libye qui allait embraser le pays. Enfin, le 15 mars à Derâa, près de la frontière jordanienne, débutait la révolte syrienne.



Par Hassane Zerrouky

A l'exception du Maroc (le mouvement du 20 février) et de Bahreïn, les monarchies arabes ont été curieusement épargnées par l'onde de choc partie de Tunisie, même si en Arabie Saoudite la minorité chiite a tenté de faire entendre sa voix mais sans conséquence majeure sur la situation interne au royaume. En revanche, à Bahreïn, c'est l'intervention militaire saoudienne, non dénoncée par Washington et ses alliés, qui a permis de mater la protestation populaire.

Et en Algérie ? Les manifestations auxquelles a appelé la Coordination nationale pour les libertés et la transition démocratique (CNLT) n'ont rassemblé que quelques milliers de personnes. La faiblesse de cette mobilisation est plus à imputer au fait que l'Algérie venait de sortir de dix ans de violence ayant fait des dizaines de milliers de morts qu'à la répression policière (on y reviendra prochainement).

Cinq ans après, la vraie question est de savoir pourquoi ce mouvement protestataire sans précédent a échoué. Pourquoi ce mouvement porté initialement par la partie la plus éduquée de la jeunesse, acquise aux idéaux et aux valeurs de la démocratie, ce printemps dit arabe, n'a pas débouché sur un changement progressiste des sociétés. Très vite, il a été détourné, au nom de la démocratie bien sûr, et pris en main par des forces obscurantistes. Des forces, en l'occurrence les islamistes, que les régimes autoritaires avaient auparavant utilisés contre les progressistes et les démocrates, des forces disposant du soutien financier des pétromonarchies et, surtout, de la puissance médiatique et manipulatrice des chaînes Al-Jazeera et Al-Arabyia.

Cela s'est vu en Tunisie où Ennahdha, ayant pris tardivement le train de la protestation politique, a rapidement pris la situation en main non sans faire croire qu'il avait changé et qu'il était un parti politique comme les autres, aidé dans son entreprise par certaines forces de gauche obnubilées par une certaine idée du «grand soir» de la révolution ! Même cas de figure en Égypte où durant plusieurs jours, la jeunesse égyptienne a fait de la place Tahrir le symbole de la révolte contre Moubarak. Là encore, les Frères musulmans, seule force organisée, ne s'étaient décidés à rejoindre le mouvement de révolte que huit jours plus tard si ma mémoire est bonne, et ce, après s'être assurés que la majeure partie de la société égyptienne était en train de basculer.

Et, ne nous leurrions pas, les documents existent, Hilary Clinton n'avait d'yeux que pour les islamistes en qui elle voyait une force de stabilisation en mesure de préserver les intérêts américains dans la région. De son côté, Alain Juppé, alors ministre français des Affaires étrangères, cherchant à corriger l'image ternie de la France en Tunisie – Paris avait proposé à Ben Ali son aide pour réprimer la contestation – était sur la même ligne que son homologue américaine. Il a ainsi poussé à une alliance entre les islamistes et certaines forces démocrates tunisiennes. Cela a donné un pays dirigé par un gouvernement dominé par Ennahdha qui a tenté jusqu'au bout d'effacer les acquis hérités de l'ère bourguibienne.

A la limite, les pays occidentaux se satisfaisaient de la situation créée quand ils ne poussaient pas au pire comme en Libye où, sous prétexte d'aider les Libyens, l'intervention de l'Otan a plongé le pays dans un chaos destructeur et déstabilisant pour tous les pays de la région. Ou comme en Syrie où pourtant, le régime d'Al-Assad, aux abois, était prêt à des concessions. L'ancien chef d'Etat finlandais et prix Nobel de la paix avait révélé au journal britannique *The Guardian* que le régime de Bachar Al-Assad était prêt à laisser la place en 2012. Mais convaincus, selon l'ancien Président finlandais, que le régime syrien serait renversé avant la fin 2012, Washington et ses alliés ont préféré appuyé la militarisation de la protestation syrienne. En 2012, on comptait autour de 10 000 morts et 12 000 réfugiés syriens, cinq ans après on dénombre 250 000 morts et quatre millions de réfugiés.

Le printemps dit arabe –Tunisie exceptée quoique la situation y reste très fragile – a surtout eu pour effet un essor sans précédent de la mouvance islamiste avec à la clé la naissance de Daesh en Irak et en Syrie et, depuis le début de 2015, en Libye, aux portes de la Tunisie... et le retour de l'autoritarisme en Égypte.

H. Z.

## PROCÈS DE L'AFFAIRE SONATRACH 1

## 100 témoins attendus à la barre

*Comme annoncé dans notre précédente édition, l'audition de la centaine de témoins dans l'affaire du procès de Sonatrach 1 a débuté hier, tard dans la soirée. Le premier à être entendu par le président du tribunal criminel était le représentant juridique de la compagnie, M Mohamed Rachid. Hier, à l'ouverture du procès, c'est un témoin «important» qui a eu toutes les difficultés à apporter la contradiction aux interrogations de la défense.*

**Abder Bettache - Alger (Le Soir)** - M. Bouchenne aujourd'hui à la retraite, était à la tête de la division juridique à l'époque des faits. Son témoignage est considéré par toutes les parties comme très important «pour faire éclater la vérité et situer les responsabilités dans cette affaire». Son audition a été notamment axée autour du projet décroché par le groupe algéro-allemand Contel-Funkwerk.

En sa qualité de premier juriste de la compagnie Sonatrach, le président du tribunal criminel voulait savoir si l'intéressé «était au courant que le fils de l'ex-P-dg de Sonatrach était associé dans le capital du groupe en question. Les réponses de l'ex- chef de la division juridique du groupe Sonatrach étaient très évasives et peu convaincantes. A ce propos, il dira au juge «qu'on n'a pas remarqué cela», d'où la montée au créneau du magistrat qui lui rappelait «qu'il y a quelques minutes, vous disiez qu'on passe toutes les pièces au peigne fin y compris la date et là, vous dites que je ne savais pas si le fils de l'ex-P-dg était associé au sein du groupe Contel-Funkwerk». Le juge : «Donc personne ne vous a

informé de cette situation». «Oui absolument», répond le témoin.

Non convaincu de sa réponse, le juge Reggad revient à la charge et lui rappelle que toutes «les personnes jusque là auditionnées ont toutes dit que c'est la division juridique qui est en charge de l'élaboration et de la publication du Baosem. Laquelle revue publie les noms des entreprises qui soumissionnent ou qui décrochent les marchés du secteur de l'énergie et particulièrement ceux de Sonatrach». Une interrogation soulevée par le juge Reggad mais qui n'a connu aucune suite de la part du témoin Bouchenne. Même les questions soulevées par la défense sont restées sans suite et très souvent les avocats, à l'image de ceux assurant la défense des deux ex-vice-présidents des activités Amont et Aval de la compagnie Sonatrach, se sont interrogés «si réellement le témoin ne fait pas exprès de garder le silence».

En attendant le témoignage de Zerguine

Il n'en demeure que l'audition des témoins entamées avant-hier tard dans la soirée



Photo : Samir Sid

risque de durer encore deux jours. Au total, ils sont plus d'une centaine, dont une trentaine étaient des secrétaires de direction, à passer à la barre.

Les premiers auditionnés, dont des femmes, ont tous déclaré ne rien avoir dans cette affaire. Mais à chaque fois, le président du tribunal criminel posait la question, si «vous avez vu le patron du groupe Contel-Funkwerk, Rédha Ismail ou encore le fils de l'ex-P-dg de Sonatrach, Bachir Fawzi Meziane se diriger vers les bureaux des deux ex-vice-présidents». Selon les avocats, le plus attendu des témoins à être entendu par le tribunal criminel est incontestablement l'autre ex-P-dg du groupe Sonatrach, en l'occurrence M. Mohamed Zerguine. Ce dernier, faut-il le rappeler, avait succédé à Mohamed Meziane au lendemain de l'éclatement de l'affaire.

Cela dit, le premier témoin à être entendu par le juge Reggad était Mohamed Rachid.

Ce dernier avait déclaré devant le tribunal criminel d'Alger que «les dispositions juridiques de la directive de Sonatrach R15 A408 n'ont pas été respectées dans la majorité des contrats conclus dans le cadre des marchés relatifs au système de surveillance électronique et au projet du gazoduc entre l'Algérie et la Sardaigne (GK3)».

Auditionné par Mohamed Reggad, président du tribunal dans le cadre de l'affaire Sonatrach1, Rachid Mohamed a précisé «que les contrats conclus, en 2004 et 2007, entre Sonatrach et les groupes allemand Contel-Funkwerk et italien Saipem Contracting Algeria dans le cadre des marchés relatifs au système de surveillance électronique et au projet GK3, ont été réglés, au départ, par la consultation limitée avant de passer au gré à gré simple et de négocier les prix, en contradiction avec la directive de Sonatrach R15 A408 de 2004».

A. B.

## POUR LE MINISTRE DE L'INTÉRIEUR

## 2016 sera l'année de la numérisation

**Le ministère de l'Intérieur et des Collectivités locales, voire le gouvernement est favorable au développement du partenariat avec les opérateurs locaux, dans le domaine de la numérisation des documents d'identification et dans le contexte de la contraction des ressources financières du pays.**

**Cherif Bennaceur - Alger (Le Soir)** - «Nous comptons totalement sur les compétences algériennes, sur l'entreprise algérienne, sur le sens élevé de la créativité», déclarait hier le ministre de l'Intérieur et des Collectivités locales.

Noureddine Bedoui était l'hôte de l'entreprise privée HB Technologies, spécialisée dans le développement de solutions complètes et dans la production de cartes dites intelligentes (cartes bancaires et de téléphonie) et de documents d'identification, en son site situé dans la zone industrielle de Rouiba (Alger-Ouest). Il y a une «volonté affirmée (des jeunes techniciens et ingénieurs de cette société) à nous accompagner dans la numérisation de la vie quotidienne», observe Noureddine Bedoui. Considérant que l'année 2016 sera «l'année de la numérisation», le ministre de l'Intérieur assure que «nous pourrions enclencher cette dynamique dans le cadre d'un partenariat gagnant-gagnant entre les pouvoirs publics et les partenaires algériens».

Exprimant son satisfecit quant au travail de la société HB technologies, M. Bedoui considère que ce partenariat est possible sur la base d'un cadrage bien organisé, bien ficelé». Il s'agira ainsi de «soumettre

ce partenariat nouveau au gouvernement qui va nous permettre de concrétiser nos projets», dira le ministre de l'Intérieur. Mais également le ministre des Collectivités locales de considérer la nécessité de ce partenariat dans la mesure où «nous n'avons pas les moyens financiers», dira-t-il. «Il nous faut compter sur nous-mêmes. Nous devons fonder notre stratégie, nos stratégies concernant la numérisation sur les compétences algériennes, tant publiques que privées», observe ainsi Noureddine Bedoui, convaincu que l'Algérie dispose de «compétences capables de relever les défis». Et ce, d'autant que le développement de la numérisation contribue tant à faciliter la vie quotidienne des citoyens qu'à alléger les charges du Trésor public, observe le ministre qui évalue à quelque deux milliards de dinars l'économie déjà réalisée grâce à la modernisation de l'administration.

Le ministre de l'Intérieur et des Collectivités locales avait assisté auparavant à la présentation d'un projet de permis de conduire électronique, biométrique et à points.

Conçu par les équipes de recherche-développement et par les techniciens de

HB Technologies, ce document d'identification est voulu sécurisé, conforme aux normes internationales dont la norme ISO 18013 et aux standards mondiaux, mais aussi pouvant être doté de plusieurs fonctionnalités.

Outre ce projet, la société HB Technologies envisage également la conception de la carte d'immatriculation (carte grise). De fait, cette visite de Noureddine Bedoui s'inscrit dans le prolongement de la visite du Premier ministre, Abdelmalek Sellal, effectuée le 4 juillet dernier, considérera le P-dg de la société HB Technologies, Abdelhamid Benyoucef.

Satisfait de l'engagement des pouvoirs publics à encourager le partenariat avec les opérateurs économiques, dans le contexte financier actuel, le premier manager de la société insistera, néanmoins, sur la nécessité de booster «la confiance».

Notons que la société HB Technologies, créée depuis 2004, fournit actuellement plusieurs établissements bancaires et financiers ainsi que des opérateurs de téléphonie, avec une capacité de production et de personnalisation de 150 000 cartes/jour et de l'ordre de 100 millions de cartes/an.

C. B.

## Le permis à points avant la fin 2016

Le permis de conduire à points sera opérationnel avant la fin 2016, assurait hier le ministre de l'Intérieur. «Dans notre démarche, nous prévoyons que le permis de conduire électronique soit opérationnel avant la fin de l'année», relèvera Noureddine Bedoui en faisant état d'un travail intersectoriel. Comme il assurera que son département dispose de bases de données nécessaires.

Auparavant, le ministre de l'Intérieur avait indiqué que la carte nationale d'identité biométrique électronique est «finalisée» et que sa production sera lancée «avant la fin du mois (au profit) du large public».

C. B.